



COMPTE RENDU CTPL DU 14 janvier 2010

Après avoir boycotté le CTPL du 7 janvier 2010, les représentants de FO DGFIP 81 ont participé au CTPL du 14/01/2010. Dès l'ouverture du CTPL, les représentants FO81 ont déposé une déclaration liminaire (conférer pièce jointe)

Ordre du jour :

- ORE 2010 - Suppression de 7 emplois de C et implantation de 3 emplois de B (suppression « nette » de 4 emplois)
- Transformation d'un emploi de RP en TP
- Ponts naturels 2010
- Modification des horaires d'ouverture au public de la Trésorerie de Castres-ville
- Proposition d'un emploi de catégorie C à Lacarne pour poste spécifique au 01/07/2010
- Questions diverses : **locaux d'Albi ville périphérie**, typologies d'horaires variables au sein de la TG, SIP de Castres, SIP de Gaillac

-ORE 2008 - Suppression de 7 emplois de C et implantation de 3 emplois de B (suppression de 4 emplois)

Résumé des propositions

Emplois supprimés	Emplois implantés
<ul style="list-style-type: none">- 1 emploi à Carmaux - C- 1 emploi à Castres ville - C- 2 emplois à Albi ville périph- C- 0,5 emploi à St Sulpice- C- 3 emplois à la TG - C- 1 emploi d'agent commissionné - B- 0,5 emploi à Lavaur- C	<ul style="list-style-type: none">- 2 emplois au PRS : 1 B 1 C- 1 emploi à Castres ville - B- 0.5 emploi à St Sulpice- B- 1,5 emploi à la TG - B
TOTAL : 9 emplois (1)	TOTAL : 5 emplois (1)
SOLDE : - 4 emplois	

(1) financement du PRS à hauteur de 2 emplois supprimés et de 2 emplois implantés (9-7 =2, 5-2= 3)

L'emploi public

Depuis plusieurs années, Force Ouvrière a marqué son opposition à un processus de réorganisation de l'État qui s'inscrit dans une politique dogmatique de suppressions d'emplois préjudiciables au bon exercice des missions d'un service public républicain.

Le plafond d'emploi 2010 attribué à la DGFIP est de 121 156 E.T.P.T contre 123 130 en 2009.

F.O.-DGFIP condamne la politique des gouvernements successifs qui ont toujours considéré les effectifs du ministère comme une variable d'ajustement budgétaire toujours plus médiatisée à l'approche des échéances électorales.

F.O.-DGFIP conteste cette approche et constate que la charge de travail augmente et que si les missions traditionnelles sont officiellement réaffirmées, elles sont de plus en plus exercées dans des structures fusionnées : SIP, PRS, DLU, service unifié de la Fiscalité Directe Locale... Les agents de la DGFIP doivent donc faire face simultanément à deux contraintes : l'augmentation de la charge de travail et l'adaptation rapide à de nouvelles structures.

Le déploiement des nouveaux systèmes informatiques d'appropriation difficile (CHORUS, GAIA guichet, HELIOS...) occasionne des pertes de temps, de réorganisation problématique des chaînes de travail et des lenteurs qui ne sauraient être imputables aux agents.

Pour F.O.-DGFIP, la vacance d'emplois participe à la dégradation des conditions de travail au même titre que les suppressions d'emplois, en particulier en bloquant les mutations et en accentuant le taux d'absentéisme. Elle est de nature à remettre en cause les récupérations sur plages fixes des Horaires variables et les autorisations d'absence.

Dans le contexte actuel, le Syndicat rappelle que mener de front réforme et suppression d'emplois conduit bien à une impasse.

L'ORE pourrait être un outil permettant de mesurer l'activité du réseau si il n'était par nature « faussé » :

- le résultat à atteindre est déjà acté (suppressions d'emplois)
- ce n'est pas ce que l'on compte qui est important mais la valeur que l'on attribue à ce que l'on compte. En la matière, les variations régulières des critères de comptage, permettent à la direction d'impulser les suppressions d'emplois indépendamment de la charge de travail effective.
- les paramètres transversaux ajoutent encore à la confusion et corrigent les résultats afin de tendre vers l'objectif initialement fixé de supprimer des emplois.

L'ORE n'est pas un véritable outil permettant d'apprécier l'activité des postes mais **un outil permettant de justifier les suppressions d'emplois.**

Compte tenu de ce qui précède, nous avons **voté contre** les suppressions d'emplois proposées par la direction.

- POSTE SPECIFIQUE A LACAUNE (emploi de catégorie C)

Déjà acté en CAPL le 05/11/2009, il fallait donc que ce poste spécifique soit présenté en CTPL. C'est à l'unanimité que la demande a été acceptée.

FO 81 a toujours défendu la création de postes spécifiques et plus particulièrement pour la Trésorerie de Lacauene.

-TRANSFORMATION D'UN EMPLOI DE RP en TP AU SEIN DE LA TRESORERIE GENERALE

Pas d'objection de FO sur le sujet.

-PONTS NATURELS 2010

Ponts naturels proposés par la direction locale :

14/05/2010

12/11/2010

Pas d'objection de FO81

-Modification des horaires d'ouverture au public de la Trésorerie de Castres-ville

Réduction de l'amplitude des horaires pratiqués l'après-midi du lundi au jeudi inclus, avec une fermeture des guichets à 16 h.

La modification proposée ramènerait la durée hebdomadaire d'ouverture de 32 h à 30 h.

Etant donné que cette proposition a été soumise aux agents du poste et que celle-ci a recueilli un accord unanime, FO a voté pour cette modification.

-Questions diverses

1- Locaux d'Albi ville périphérie

FO 81 a toujours défendu de bonnes conditions de travail pour les agents dans le département. Dans le cadre de la situation de la trésorerie d'Albi ville et périphérie, FO a toujours à tous les CTPL (conférer nos comptes rendus) depuis presque 3 ans

interpellé la direction locale sur la situation de la Trésorerie d'Albi ville et plus particulièrement sur les locaux qu'elle occupe. D'ailleurs vous trouverez ci-dessous la synthèse des réponses de la direction suite à nos **demandes** en CTPL :

- a- contact avec la CCI en février 2007 pour déterminer s'il est possible d'intégrer les locaux de l'hôtel Reynes, après visite du site, il s'avère que les locaux sont inadaptés
- b- entre sept 2007 et avril 2008, projet d'aménagement dans les locaux d'Inforsud, projet abandonné car trop coûteux (surenchère du Crédit Agricole, propriétaire des locaux)

- c- octobre 2008, l'entreprise LOOMIS propose des locaux, le bâtiment est un hangar, avec aucune possibilité d'aménager des bureaux
- d- début 2009, la CAF propose des locaux, ceux-ci ne permettent pas d'accueillir les usagers
- e- septembre 2009, Tarn Habitat (société HLM) est contacté, pour l'instant pas de réponse
- f- septembre 2009, Groupama propose des locaux « av Colonel Teyssier à Albi », mais la société souhaite vendre et non louer- la direction envisage la possibilité d'acheter le bâtiment
- g- octobre 2009 : libération de locaux (situés à proximité de la VOA), trop éloignés du centre ville
- h- octobre 2009 : la direction du Travail a proposé ses bureaux, surface insuffisante
- i- octobre 2009 : saisine de la préfecture pour déterminer si des bâtiments de l'Etat pouvaient se libérer- attente de la réponse

2-Typologies d'horaires variables au sein de la TG

Depuis la création du service FDL le 1/10/2009, 2 typologies d'horaires coexistent avec des choix d'horaires de travail individuels pour certains et collectifs pour d'autres, des possibilités de récupération limitées à 6 jours par an pour la majorité et à 12 jours pour le service FDL.

FO dénonce l'inégalité de traitement et interpelle la direction. Le TPG répond qu'il n'a pas encore réfléchi à ce sujet, mais qu'en tout état de cause l'harmonisation interviendra vraisemblablement avec la mise en œuvre de la future DLU.

Pour FO, l'harmonisation des typologies d'HV doit se faire de suite. Pourquoi attendre une future DLU ?

3-Bilan SIP de Castres

FO indique que pour une réforme « phare » de notre administration, la mise en place des SIP s'avère difficile, et il est inacceptable que les agents subissent de plein fouet ces restructurations, notamment dans des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader !

4-SIP de Gaillac

FO demande que la direction organise régulièrement des réunions de concertation avec le personnel de la trésorerie, pour que les agents soient pleinement associés à l'aménagement des locaux (Tribunal d'instance et CDI) du SIP.

Rappel, le SIP de Gaillac sera créé le 01/04/2011, avec un transfert intégral de la trésorerie actuelle (CEPL et recouvrement) avec abandon des locaux utilisés actuellement.

Vos représentants FO
Florence CROS – Michel SUAUI- Pascal OCANA